



Commission économique pour l'Afrique
Comité d'experts de la Conférence des ministres africains
des finances, de la planification et du développement économique
Trente-neuvième session

Addis-Abeba (hybride), 17-19 mars 2021
Point 6 de l'ordre du jour provisoire**
Questions statutaires

Rapport d'activité de l'Institut africain de développement économique et de planification

I. Introduction

1. Le présent rapport d'activité - qui est soumis à la cinquante-troisième session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), conformément à la pratique en vigueur et pour donner suite au souhait exprimé par la Conférence d'être régulièrement tenue informée des rapports que l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)¹ soumet à son Conseil d'administration - porte sur la période allant d'avril 2019 à mars 2021. Il donne un aperçu des principaux résultats que l'IDEP a obtenus (notamment en ce qui concerne l'exécution de ses programmes de formation et de ses activités de recherche), de ses ressources et des faits nouveaux qui se sont produits en matière de ressources humaines et financières et de partenariats. Il s'achève par un exposé succinct des perspectives pour l'année 2021 :

a) COVID-19 : La pandémie actuelle de COVID-19 et les restrictions imposées en matière de voyages ont empêché depuis mars 2020 l'organisation en présentiel des séances de formation et des ateliers. C'est pourquoi l'IDEP s'est concentré sur son offre d'apprentissage en ligne pour assurer la continuité de ses activités ;

b) Intégration du genre : Le sous-programme continue d'accorder la priorité à l'égalité femmes-hommes comme partie intégrante de toutes ses activités de formation et de recherche. À cet égard, il veille systématiquement

* Nouveau tirage pour raisons techniques (19 février 2021).

** E/ECA/COE/39/1.

¹ "L'Institut africain de développement économique et de planification est une institution panafricaine créée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a pour mission principale d'accompagner les pays africains et de les aider à renforcer leurs capacités dans le domaine des ressources humaines, condition préalable pour garantir leur indépendance et promouvoir le développement socioéconomique de l'Afrique." Ses principales activités, qui découlent de son mandat, s'articulent autour d'un portefeuille de programmes de renforcement des capacités et de formation, ainsi que d'un ensemble d'initiatives de recherche et de dialogue sur les politiques. L'IDEP offre également des services consultatifs à la demande aux gouvernements et aux institutions publiques et sert de forum pour explorer d'autres pistes de réflexion sur le développement de l'Afrique."



à ce que tous les programmes de formation concernés incluent la dimension de genre, en y intégrant des contenus ou des modules spécifiques traitant de questions liées au genre. Trois cours de formation axés sur le thème du « genre » ont été mis en place en 2020 : i) le cours sur la gestion des politiques économiques tenant compte des questions de genre, ii) le cours sur les femmes et le commerce et iii) la formation personnalisée dispensée au Rwanda. Un webinaire a été organisé sur les femmes et la gouvernance dans les secteurs public et privé. Le programme d'apprentissage en ligne que le sous-programme met actuellement en œuvre en utilisant sa plateforme interne offre aux femmes davantage de possibilités de participer aux initiatives de renforcement des capacités, comme en témoigne l'augmentation du nombre de femmes stagiaires. Le sous-programme continue de plaider activement pour la nomination de femmes à ses sessions de formation par tous les moyens disponibles. La discrimination positive est prise en compte lors des appels à candidatures et des nominations qui encouragent les candidatures féminines. Les États membres sont invités à encourager la participation des femmes ;

c) Pays cibles, objectifs de développement durable et coalition d'initiatives basées sur l'égalité des chances : dans ses activités de formation et de recherche, l'IDEP a pu cibler les États membres suivants (parmi les pays cibles de la CEA) : Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Kenya, Éthiopie et Nigeria, atteignant les objectifs de développement durable suivants : objectif 8 (cibles 8.1 à 8.9), objectif 10 (cibles 10.1, 10.4 et 10.7), objectif 17 (cibles 17.1, 17.6, 17.8 à 17.15 et 17.17 à 17.19) et objectif 11 (cible 1.b) ;

d) Plan stratégique : au cours de la période considérée, l'IDEP a entamé la mise en œuvre effective du plan stratégique quinquennal et l'application de sa théorie du changement et de ses indicateurs de performance. Ce cadre stratégique vise à accompagner les pays africains dans la refonte de leurs stratégies de développement et la mise en place des capacités de gestion économique et de planification du développement nécessaires pour exécuter avec succès leurs plans de développement nationaux, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et à l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine. Les activités de formation et de recherche menées au cours de la période ont eu des effets positifs dans trois domaines de changement fondamentaux inscrits dans le plan stratégique, en ce qu'elles ont contribué à :

- i) Accroître les compétences des responsables des plans de développement et des décideurs en matière de gestion des politiques, de systèmes du secteur public et de planification du développement ;
- ii) Accroître les compétences des systèmes du secteur public en matière de recherche et de mobilisation de l'appui nécessaire à l'élaboration et à la gestion des politiques et à la planification du développement ;
- iii) Établir la compétence de l'IDEP en tant que principale organisation de développement des capacités requises en matière d'élaboration de politiques, de gestion et de planification du développement en Afrique.

2. Les cours que l'IDEP a dispensés découlent des demandes d'aide formulées par les États membres et les communautés économiques régionales, afin de pouvoir faire face à leurs besoins en matière de capacités, à leurs priorités de développement et à leur engagement en faveur de programmes de développement régionaux et internationaux ; ils ont couvert les quatre groupes thématiques suivants :

- a) Modélisation et planification macroéconomiques ;
- b) Intégration régionale ;

- c) Développement social ;
- d) Gestion intégrée des ressources naturelles.

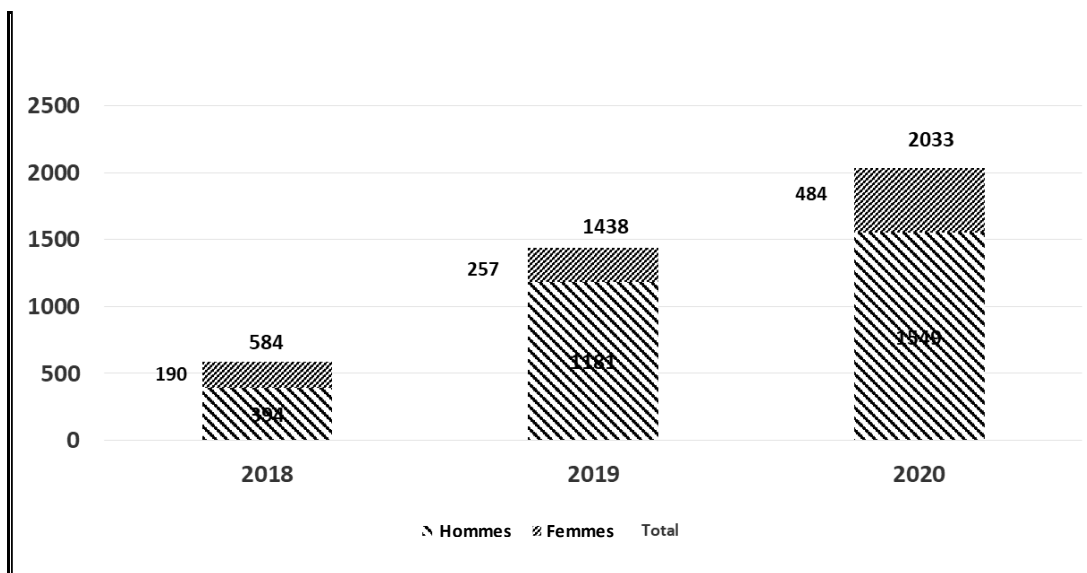
II. Contribution à la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 par la formation et la recherche

A. Formation

3. La formation dispensée par l'IDEP cadre avec les programmes de développement nationaux, régionaux et internationaux, en mettant l'accent sur le Programme 2030 et l'Agenda 2063. Elle contribue à familiariser les stagiaires avec les techniques nécessaires à la formulation, la planification, la mise en œuvre et la gestion de politiques propices au développement. Inspirée du catalogue de cours conçu avec l'aide du Comité consultatif technique de l'IDEP et approuvé par son Conseil d'administration, elle est l'occasion d'examiner les principaux défis que les pays doivent relever, à savoir maîtriser le processus de développement, devenir des acteurs à part entière de l'économie mondiale, améliorer les fondamentaux, faire plus concrètement appel à la participation de tous les acteurs, notamment le secteur privé, mobiliser suffisamment de ressources, et traduire les gains économiques en amélioration des conditions de vie et du bien-être de tous les citoyens, de manière équitable et durable.

4. Au total, l'IDEP a organisé 51 cours dont 19 en présentiel et 32 en ligne destinés aux agents des secteurs public et privé, aux diplomates et aux universitaires africains, dans les domaines de la formulation des politiques socioéconomiques, de la gestion et de la planification du développement. Globalement, 1 081 fonctionnaires (dont 257 femmes) de 51 pays africains ont participé à des formations en ligne et en mode résidentiel en 2019 et 2 033 fonctionnaires (dont 484 femmes) de 52 pays ont participé à diverses formations en ligne en 2020.

Figure I
Évolution du nombre de personnes ayant reçu un certificat de participation entre 2018 et 2020



1. Formation sur site

5. En 2019, les cours ont été dispensés sur place ; en 2020, la plupart des cours sur site ont été convertis en formation en ligne. Ils ont couvert des questions relatives à l'analyse de données au service du développement durable ; la modélisation macroéconomique pour la planification du développement durable ; la politique agricole en Afrique ; les statistiques et bilans énergétiques ; l'évaluation des politiques publiques ; la gestion de projets ; l'indice africain d'intégration régionale ; la planification de la politique énergétique ; le genre, le commerce et le développement ; la gestion de la politique économique tenant compte des questions de genre ; l'assurance contre les risques de catastrophes ; les questions techniques et la politique commerciale internationale et les négociations commerciales.

6. Le processus de suivi et d'évaluation des activités de formation est guidé par le cadre logique du plan stratégique 2019-2023. Deux résultats immédiats sont évalués au moyen d'enquêtes diverses : a) l'élargissement de la réserve de planificateurs professionnels et de décideurs politiques et b) l'élargissement de la conception et de l'exécution de cours de formation très pertinents. L'évaluation contribue à améliorer les compétences des planificateurs professionnels et des responsables politiques en matière de gestion des politiques et de planification du développement. À cet égard, à la fin de chaque cours, les participants ont été systématiquement invités à l'évaluer. À cela s'ajoute une enquête annuelle visant à déterminer dans quelle mesure les aptitudes et les compétences acquises par les participants ont contribué à influencer la formulation des politiques et la planification du développement dans leurs activités quotidiennes. À la suite de l'enquête menée en décembre 2020, 80,6 % en moyenne des fonctionnaires africains ont attesté avoir utilisé, preuves à l'appui, les connaissances, les compétences et les outils qu'ils ont acquis grâce à la formation de l'IDEP pour influencer la politique socioéconomique de leurs pays respectifs.

2. Formation en ligne

7. La crise du COVID-19 a entraîné une augmentation significative de la formation en ligne, l'IDEP ayant immédiatement réorienté sa méthode de formation, passant de l'apprentissage in situ à l'apprentissage en ligne pour

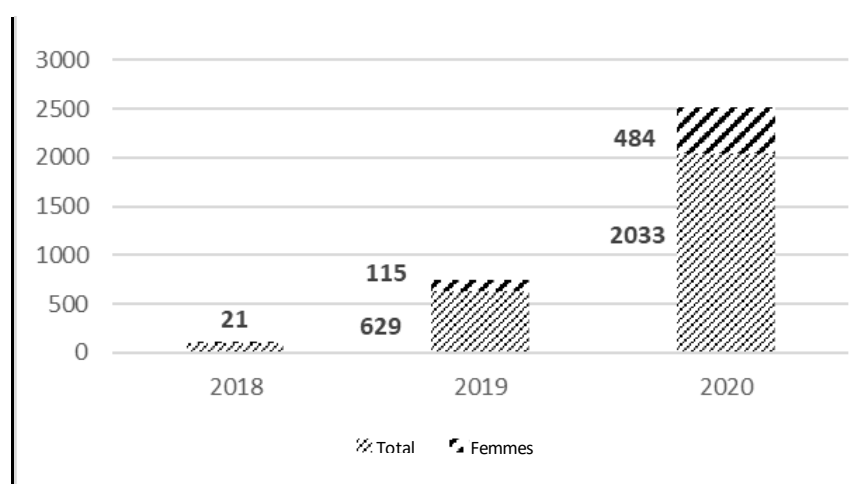
assurer la continuité de ses activités. Une bonne partie du matériel de formation in situ a été reconverti à cet effet et proposé sur les plateformes internes correspondantes. La formation a été proposée de manière souple, afin que les fonctionnaires et autres stagiaires puissent y participer et actualiser leurs connaissances et leurs compétences pour contribuer efficacement au développement durable de leur pays, dans l'optique du Programme 2030 et de l'Agenda 2063.

8. Les cours en ligne sont dispensés en anglais et en français sur une période de 5 à 10 semaines. Les sessions de formation sont menées par des experts et des professeurs renommés, qui combinent leurs connaissances théoriques et leur expérience pratique. Les supports de formation comprennent des leçons, des présentations PowerPoint commentées, par audio, des lectures complémentaires et des études de cas fournies par les États membres.

9. La figure II montre qu'en 2019, globalement, 629 participants ont achevé la formation et reçu leur certificat (parmi eux 115 femmes, soit 18 %), tandis qu'en 2020, ce sont 2 033 personnes qui ont suivi une formation, dont 484 femmes (24 %), ce qui représente le quintuple du nombre de participants à des formations et une augmentation considérable du nombre de femmes formées par rapport à 2019.

Figure II

Évolution de la formation en ligne de 2018 à 2020



B. Programme de master

10. La collaboration que l'IDEP entretient avec l'Université de Johannesburg dans le cadre d'un programme de master de 18 mois en politique industrielle s'est poursuivie. Ce programme offre aux fonctionnaires et aux décideurs de niveau intermédiaire ou supérieur au sein des administrations une formation structurée couvrant divers aspects de la gestion des politiques économiques, de la planification du développement et de l'analyse sectorielle appliqués aux questions industrielles. La cinquième promotion comprend neuf candidats qui ont été sélectionnés et sont entrés en formation. L'IDEP et l'Université de Johannesburg procèdent conjointement à l'évaluation globale du programme actuellement, ce qui coïncide avec la fin du protocole d'accord quinquennal liant les deux institutions. L'évaluation doit porter sur l'ensemble de la période couverte par le programme de master, l'objectif principal étant de déterminer les résultats obtenus, en cernant les impacts, les enseignements tirés et les mesures à prendre pour assurer la durabilité de ces résultats.

C. Recherche

11. Les travaux de recherche que l'IDEP mène sur les politiques complètent son programme de formation et répondent aux besoins des décideurs et d'autres parties prenantes. En effet, les cours sont combinés avec des dialogues de haut niveau, des séminaires sur le développement et un programme de bourses. Le volet recherche définit l'orientation stratégique des cours à dispenser, met à jour leur contenu et l'adapte à l'évolution de l'environnement et des priorités des programmes de développement national sur les questions intéressant la transformation structurelle de l'Afrique, en tenant compte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063. L'IDEP fait office de laboratoire d'idées, dans le but d'orienter la modification des politiques et la prise de décisions au plus haut niveau sur plusieurs problèmes de développement.

12. La série de dialogues de haut niveau sur les politiques et de séminaires sur le développement (deux séminaires, neuf webinaires) promeut un environnement propice à l'échange d'idées et à de nouvelles réflexions sur les nombreux défis de développement que le continent africain doit relever. Elle a offert à 888 fonctionnaires, chercheurs et décideurs, la possibilité de se pencher sur les préoccupations que suscitent les politiques et de proposer des recommandations permettant de leur trouver des solutions opérationnelles pour faciliter la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063.

13. Le programme de bourses de l'IDEP continue de contribuer à la promotion et au renforcement du partage de connaissances intra-africain et de l'apprentissage mutuel entre chercheurs et fonctionnaires. L'IDEP consolide ainsi son soutien au renforcement des capacités des hauts fonctionnaires des États membres en organisant des analyses et des discussions constructives sur les politiques de développement. Comme au cours de la période précédente, le programme a réuni des chercheurs et des autorités de haut niveau ayant une expertise dans les différents domaines concernés pour débattre des défis socioéconomiques actuels qui se posent à l'Afrique. Les activités de soutien au programme de bourses permettent aussi à l'IDEP de nouer de solides partenariats avec, entre autres, les divisions organiques de la CEA, les départements sectoriels des ministères des États membres, des organisations internationales et des centres de recherche.

14. C'est ainsi qu'a été effectuée sur le terrain une visite des établissements agricoles progressistes du Sénégal, ANIDA, PRODAC et DAPSA, en marge du séminaire organisé conjointement avec l'Université d'Édimbourg.

15. En ce qui concerne les chargés de recherche, l'IDEP a accueilli deux boursiers qui ont travaillé sur les thèmes suivants :

a) L'incidence budgétaire de la Zone de libre-échange continentale africaine sur les économies africaines : l'étude évalue l'impact de la Zone de libre-échange sur des aspects tels que les impôts, les ajustements économiques, le bien-être et l'industrialisation ;

b) Les déterminants du taux d'activité féminine au Botswana : à partir de l'enquête de 2015/16 auprès des ménages sur des sujets multiples, l'étude vise à étudier les principaux déterminants de la participation des femmes au marché du travail dans les secteurs formel et informel, et à évaluer la relation au sein des secteurs entre les principaux déterminants de cette participation au Botswana.

D. Centre de documentation

16. Le centre de documentation de l'IDEP continue de répondre aux besoins de ses programmes de formation et de recherche grâce aux informations et aux services de documentation qu'il fournit sans relâche aux stagiaires, aux professeurs, aux participants aux conférences, aux chercheurs, aux universitaires invités, aux gouvernements et au grand public.

1. Services aux usagers

17. En raison de la pandémie de COVID-19, les locaux de l'IDEP ont été fermés et aucun usager venant de l'extérieur n'a accédé à la bibliothèque. Tous les services aux usagers ont été assurés en ligne. Au total, 21 bibliographies et webographies ont été fournies en ligne aux stagiaires et aux participants aux webinaires.

2. Catalogage et indexation

18. Le catalogage et l'indexation des titres de documents en format numérique dans le répertoire institutionnel sont en cours. Au total, 1 112 titres ont été ajoutés en 2019, contre 1 616 en 2020, ce qui porte l'ensemble de la collection à 22 534 documents, dont 8 184 sont disponibles gratuitement en texte intégral. La fréquence totale de téléchargement, c'est-à-dire le nombre de téléchargements de ces documents en texte intégral, est de 1 326 567 pour 2020, contre 1 070 911 en 2019 (figures III et IV).

Figure III

Nouveaux documents dans la bibliothèque numérique de l'IDEP

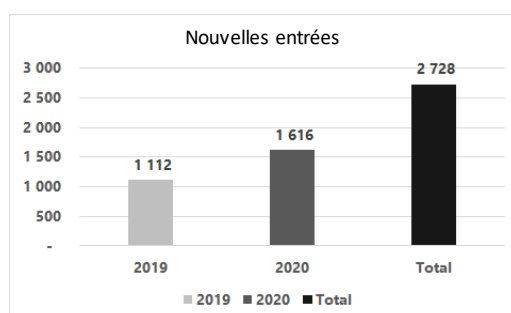
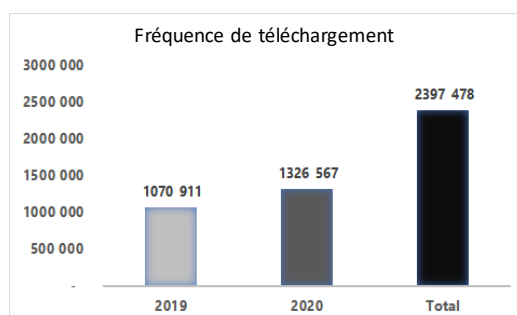


Figure IV

Téléchargement de documents de la bibliothèque numérique de l'IDEP



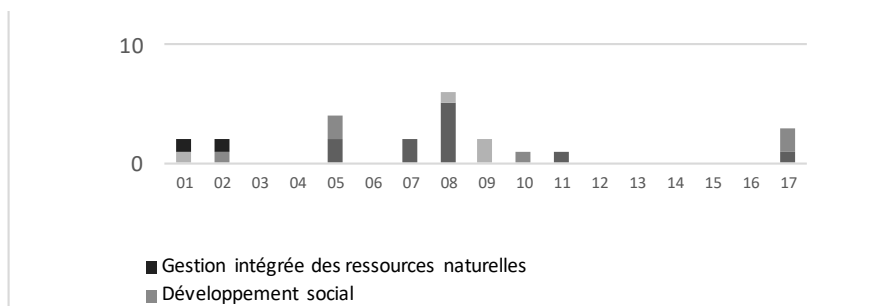
III. Le catalogue de formation de l'Institut africain de développement économique et de planification et les objectifs de développement durable

19. Les cours de l'IDEP sont classés en quatre groupes thématiques : a) modélisation et planification macroéconomiques, b) intégration régionale, c) développement social et iv) gestion intégrée des ressources naturelles.

20. La figure V présente la contribution des groupes thématiques à la réalisation des objectifs de développement durable.

Figure V

Le catalogue de formation de l'Institut africain de développement économique et de planification et les objectifs de développement durable



IV. Financement, mobilisation de ressources et partenariats

A. Financement et mobilisation de ressources

21. Les activités de l'IDEP sont financées par des ressources provenant de quatre sources principales :

a) La dotation ordinaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU), subvention biennale fixe approuvée par l'Assemblée générale et sous-tendue par un budget-programme biennal approuvé dont le montant est fixé à 1,3 million de dollars ;

b) Les contributions financières annuelles des États membres africains versées sur la base d'un barème prédéterminé, approuvé et adopté par la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique ;

c) Les ressources extrabudgétaires provenant notamment d'institutions financières multilatérales et bilatérales, de fondations privées et de partenaires de développement ;

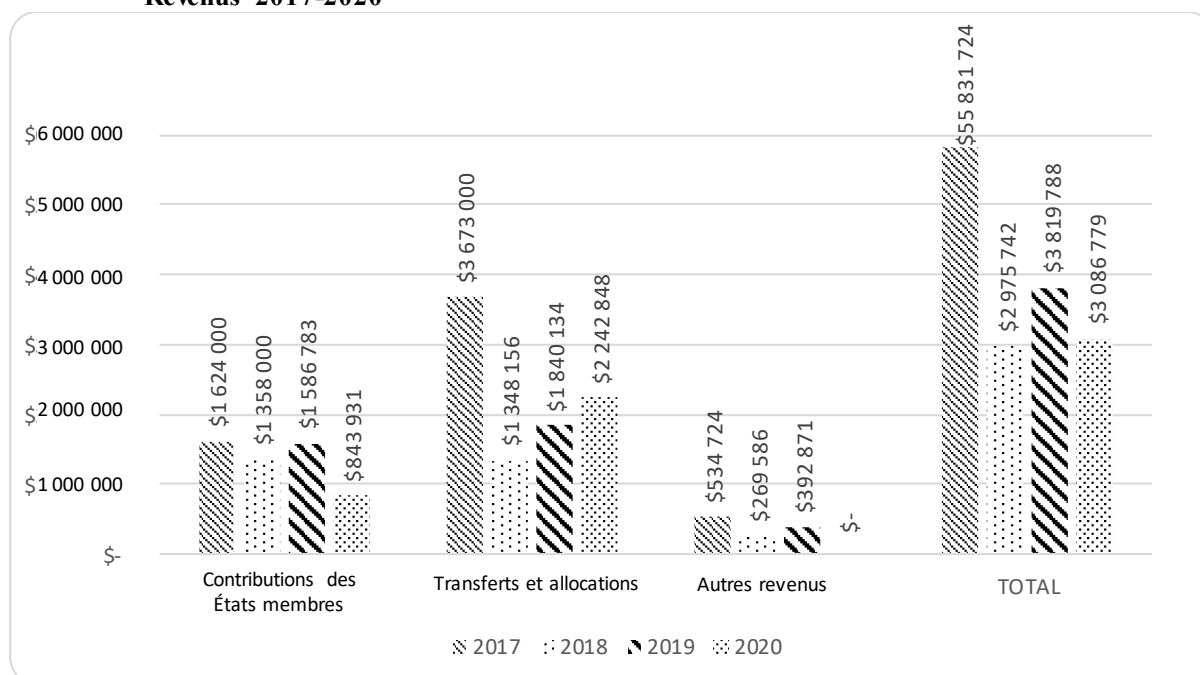
d) Les ressources de la CEA à l'appui de programmes spécifiques et d'activités de formation.

22. Cette section porte essentiellement sur la mobilisation de ressources et les stratégies connexes employées par l'équipe de direction de l'IDEP.

23. La figure VI présente la création de revenus entre 2017 et 2020. À des fins de clarification, la catégorie "Transferts et allocations" comprend la dotation de l'ONU, les ressources extrabudgétaires fournies par la CEA et le financement d'autres donateurs.

24. Le climat de financement actuel, exacerbé par la pandémie de COVID-19, affecte de nombreuses organisations, y compris l'ONU et donc l'IDEP. Les ressources extrabudgétaires mobilisées de 2018 à 2020 ont été nettement inférieures à celles des années précédentes.

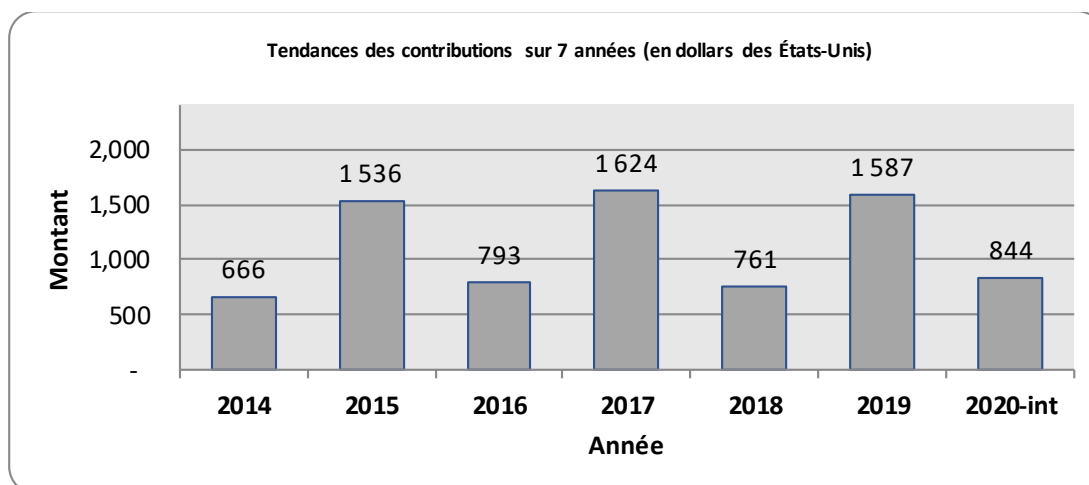
Figure VI
Revenus 2017-2020



Note : Le budget annuel moyen de l'IDEP est de 5,8 millions de dollars.

25. La figure VI montre en outre que 2019 a été une année notable en ce qui concerne le recouvrement des contributions des États membres par rapport à 2018, en raison des efforts de mobilisation accrues déployés par la direction de l'IDEP. Les contributions reçues et les règlements d'arriérés des États membres ont atteint un rythme soutenu et se sont poursuivis au cours du premier trimestre 2020, allant jusqu'à 600 000 dollars versés au cours de la deuxième semaine de mars. L'équipe dirigeante s'attendait avec confiance à une nouvelle année similaire. Cependant, cette dynamique a été interrompue par la pandémie de COVID-19 sur le continent. Très peu de paiements supplémentaires ont été effectués par les États membres, si bien que les ressources totales n'ont atteint ni l'objectif annuel de 1,358 million de dollars ni le montant comparatif de l'exercice 2019 (voir figure VII).

Figure VII
Contributions versées à l'Institut africain de développement économique et de planification entre 2013 et 2020
 (En milliers de dollars des États-Unis)



26. La direction de l'IDEP tient à exprimer sa profonde gratitude aux États membres qui l'ont soutenu en 2019 et 2020. Voir aux tableaux 1 et 2 les contributions individuelles reçues.

27. La direction continue à collaborer avec les États membres en ce qui concerne le paiement des contributions et discute actuellement avec les autorités des pays suivants qui ont d'importants arriérés : Algérie, Angola, Botswana, Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Liberia, Maurice, Niger, Mozambique, République démocratique du Congo et Zimbabwe.

28. Les contributions non acquittées, qui s'élevaient à 18 millions de dollars au 31 décembre 2020, figurent en bonne place dans les plans de mobilisation des ressources de l'IDEP (voir annexe).

Tableau 1
**Contributions versées à l'Institut africain de développement économique
 et de planification par pays, au 31 décembre 2019**
 (En milliers de dollars des États-Unis)

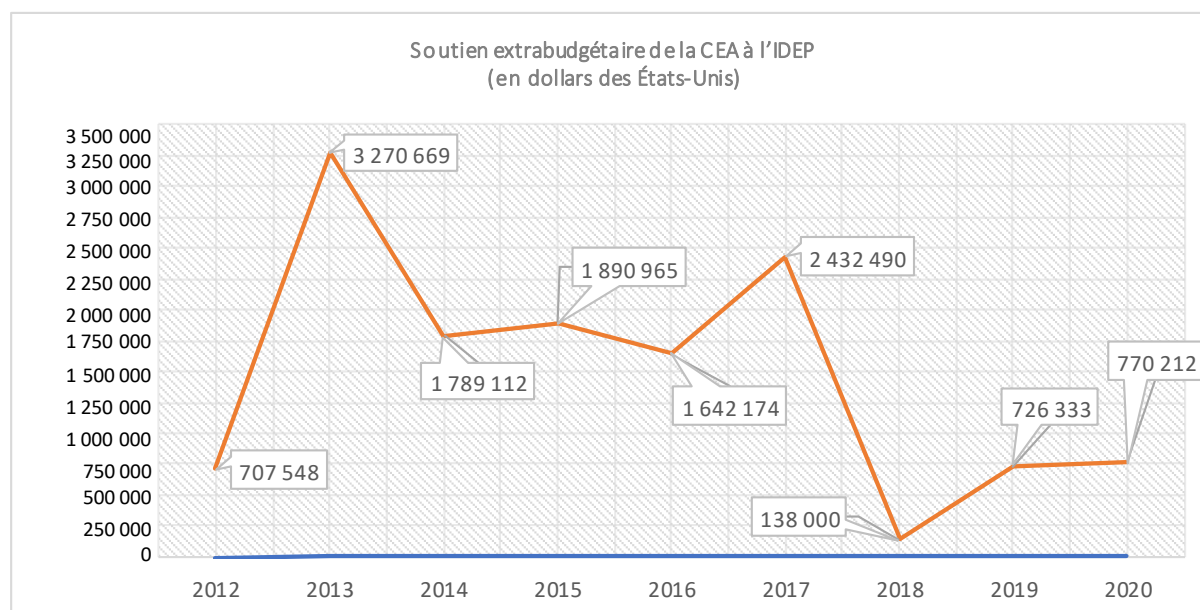
Pays	Contribution annuelle	Montant versé en 2019			Montant total versé en 2019
		Contribution annuelle versée	Arriérés versés	Paiement anticipé	
Bénin	15 000	15 000	20 599	-	20 599
Burkina Faso	15 000	15 000	-	-	15 000
République centrafricaine	15 000	15 000	1 761	-	16 761
Congo	15 000	-	-	15 000	15 000
Côte d'Ivoire	32 000	22 703	-	9 297	32 000
Égypte	80 000	80 000	160 000	-	240 000
Guinée	20 000	20 000	100 000	-	120 000
Kenya	32 000	-	-	32 000	32 000
Lesotho	15 000	15 000	-	-	15 000
Madagascar	20 000	20 000	3 490	-	23 490
Mali	15 000	15 000	50 014	-	65 014
Mauritanie	10 000	10 000	10 000	-	20 000
Namibie	24 000	24 000	-	-	24 000
Nigéria	80 000	80 000	370 331	-	450 331
Rwanda	15 000	15 000	45 000	-	60 000
Sénégal	24 000	24 000	48 398	-	72 398
Seychelles	10 000	10 000	20 000	-	30 000
Sierra Leone	20 000	20 000	-	-	20 000
Afrique du Sud	80 000	80 000	-	-	80 000
Togo	15 000	15 000	-	-	15 000
Tunisie	24 000	24 000	7 220	-	31 220
Ouganda	24 000	24 000	44 971	-	68 971
Zimbabwe	40 000	40 000	80 000	-	120 000
Total	640 000	583 703	946 783	56 297	1 586 783

Tableau 2
Contributions versées à l'Institut africain de développement économique et de planification par pays, au 31 décembre 2020
 (En milliers de dollars des États-Unis)

Index	Pays	Contribution annuelle	Contribution 2020	Arriérés versés	Montant total versé en 2020
1	Burkina Faso	15 000	15 000	-	15 000
2	Égypte	80 000	80 000	-	80 000
3	Gambie	10 000	10 000	85 582	95 582
4	Ghana	32 000	32 000	35 462	67 462
5	Libye	80 000	80 000	74 561	154 561
6	Maroc	32 000	32 000	210 557	242 557
7	Afrique du Sud	80 000	80 000	80 000	160 000
8	Eswatini	20 000	20 000	8 770	28 770
	Total	349 000	349 000	494 931	843 931

29. Le soutien financier de la CEA est resté relativement faible par rapport aux années précédentes, même s'il a plus que quintuplé (726 000 dollars) par rapport à 2018 (138 000 dollars) (voir figure VIII). La direction de l'IDEP continue de collaborer avec les dirigeants de la CEA sur cette question. Elle s'attend à ce que ce soutien puisse revenir aux niveaux d'avant 2018, un scénario souhaitable qui permettra d'accroître la prévisibilité des flux de fonds, de la planification et de l'exécution des programmes de l'IDEP.

Figure VIII
Contributions versées à l'Institut africain de développement économique et de planification de 2013 à 2020
 (En milliers de dollars des États-Unis)



30. Dans le cadre de son plan stratégique pour la période 2019-2023, l'IDEP a déjà lancé une campagne vigoureuse de diversification poussée de sa base de financement par des initiatives de mobilisation de ressources extérieures accrues et ciblées, notamment afin de financer et réaliser intégralement les objectifs de son cadre stratégique. Malgré la persistance d'un environnement contraignant de financement des donateurs, l'IDEP a réussi à obtenir des subventions de l'Université d'Édimbourg et de l'Open Society Initiative for West Africa en 2019, cette dernière accordant deux autres subventions en 2020.

31. L'entrée en service d'Umoja le 1er janvier 2020 a donné une plus grande visibilité à l'IDEP au sein des structures du Secrétariat de l'ONU, et a donc facilité les mécanismes de financement interne, entre autres avantages importants des progiciels de gestion intégrés.

B. Partenariats

32. L'IDEP a poursuivi sa stratégie de partenariat avec diverses parties prenantes pour la mise en œuvre d'initiatives de formation et autres. Ces partenariats prennent des formes diverses : accord de partage des coûts de l'activité concernée, accord de partage des connaissances et des compétences techniques, et partenariat de financement ordinaire. Il convient de noter qu'en 2019, l'IDEP a travaillé sur plusieurs accords avec les partenaires suivants : le Parlement panafricain, l'Open Society Initiative for West Africa, le Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle, le Ministère des finances et des affaires économiques de la Gambie et le Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement en Gambie, l'Institut national d'administration publique de la Malaisie, la North-West University (Afrique du Sud), l'Université d'Édimbourg, l'Université du Rwanda et l'Université de Turku. L'IDEP mène actuellement des discussions pour établir des partenariats avec l'École des cadres des Nations Unies, le Fonds d'équipement des Nations Unies et la Banque islamique de développement.

Tableau 3
Nombre de partenaires par catégorie

Type de partenaires	Nombre de partenaires
Commissions, organismes et programmes des Nations Unies	11
États membres et communautés économiques régionales	4
Organisation internationale	1
Universités et instituts de recherche	3
Total	19

33. Les collaborations sur les activités résultant de ces partenariats et de bien d'autres ont couvert un atelier et une activité de formation sur l'évaluation des politiques publiques avec INTAN, un symposium sur la sécurité alimentaire, la migration et l'innovation avec l'Université d'Édimbourg, une formation sur l'élaboration de propositions de projets bancables à l'intention des hauts fonctionnaires gambiens, une formation sur le bilan et les statistiques énergétiques avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Division de statistique de l'ONU, une formation sur les techniques de gestion des risques de catastrophes avec la Mutuelle panafricaine de gestion des risques et la Banque mondiale et une formation sur la gouvernance des ressources naturelles avec l'Open Society Initiative for West Africa, entre autres.

34. L'IDEP s'attache aussi à renforcer les liens avec ses États membres par des contacts réguliers avec les ambassades à Dakar et à Addis-Abeba, et par des contacts directs avec les ministères de tutelle au niveau national.

35. L'IDEP continuera à se concentrer également sur la gestion de son portefeuille actuel de partenaires, qui proviennent des milieux universitaires, des organisations internationales de développement, des départements et ministères gouvernementaux, des organismes de recherche et des groupes de réflexion, des institutions régionales, des organisations non gouvernementales et de la société civile. Conformément aux nouvelles orientations stratégiques de la CEA, l'IDEP s'efforce d'établir des partenariats avec le secteur privé.

V. Perspectives pour 2021

36. En raison de la transformation structurelle accélérée de l'Afrique, la demande correspondante de services de l'IDEP n'a cessé d'augmenter ces cinq dernières années. Pour répondre à cette demande, il faut procéder non seulement à une réorientation stratégique des programmes de formation qualifiante de l'IDEP, mais aussi à une augmentation correspondante de ses ressources financières et humaines.

37. Un autre problème est celui du nombre toujours limité de femmes participant à des formations. L'IDEP a observé que les cours sur mesure, la formation des formateurs et les cours en ligne ont tendance à toucher plus de bénéficiaires, y compris les femmes, et ont donc un meilleur rapport qualité-prix que les cours normaux en présentiel. Qui plus est, la formation personnalisée permet de résoudre les problèmes spécifiques de capacité que rencontre tel ou tel pays et présente par conséquent un très grand intérêt. En outre, l'IDEP invite sans relâche les États membres à présenter des candidates lors des appels à candidatures.

38. La pandémie de COVID-19 a déclenché une transition abrupte vers l'apprentissage en ligne. La crise a entraîné une migration massive des programmes prévus de formation en présentiel vers des plateformes et des outils en ligne pour la poursuite de l'apprentissage et du perfectionnement. D'où la promotion des portefeuilles existants d'options de formation en ligne. Ces efforts vont au-delà de la simple application de solutions technologiques existantes pour offrir des salles de classe virtuelles. Cela représente une refonte plus fondamentale des modes d'apprentissage afin de proposer des expériences d'apprentissage social, collaboratif et interactif à l'intention de groupes d'apprenants.

39. Pour ce faire, en 2021, le sous-programme encouragera davantage de formations en ligne qui, outre le fait qu'elles garantissent un appui durable au développement des capacités des États membres, sont rentables et offrent à beaucoup de femmes des possibilités de renforcement de leurs capacités. Toutefois, étant pleinement conscient des limites de ce mode de prestation, s'agissant en particulier d'un perfectionnement plus pratique, qui demande un encadrement en présentiel, le sous-programme s'efforcera donc d'élaborer une stratégie hybride dès qu'il sera en mesure d'offrir une formation in situ.

40. Il s'efforcera également d'obtenir la collaboration d'autres institutions pour partager le coût d'exécution de son programme.

41. En outre, il exploitera au cours de l'année de nouvelles opportunités stratégiques, notamment :

a) Les réformes menées actuellement à l'ONU tendant à renforcer le partenariat de l'IDEP avec les entités des Nations Unies ;

b) La reconnaissance du rôle de l'IDEP dans le renforcement des capacités gagnant du terrain, comme en témoignent la Conférence des ministres

africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA et le forum politique de haut niveau pour le développement durable ;

c) La demande croissante en rapport avec le Programme 2030 et l'Agenda 2063 ;

d) La multiplication des partenariats ou des protocoles d'accord signés avec, entre autres, le Parlement panafricain, l'Agence de développement de l'Union africaine, la Mutuelle panafricaine de gestion des risques, la Société financière internationale, le Global Infrastructure Hub, l'International Food Policy Research Institute et l'Université de Turku.

42. L'IDEP agira également pour assurer une meilleure participation des pays lusophones à ses programmes et l'inclusion d'un membre d'un pays lusophone dans le Comité consultatif technique, afin de promouvoir la représentation de toutes les sous-régions et de tous les pays africains.

43. Une attention particulière continuera d'être accordée à la mobilisation des ressources financières, notamment pour limiter l'impact négatif de la crise financière que traverse l'ONU sur l'exécution du programme de l'IDEP.

44. Enfin, en 2021, l'IDEP accordera l'attention nécessaire au renouvellement de la composition de son Conseil d'administration et de son Comité consultatif technique, conformément à son mandat et à son règlement intérieur. Ce renouvellement devait être achevé en 2020, mais la situation particulière due à la pandémie de COVID-19 a conduit au report du processus.

Annexe

État des contributions et des arriérés des États membres, 2020

(En dollars des États-Unis)

<i>Index</i>	<i>Pays</i>	<i>Contribution annuelle</i>	<i>Total des contributions mises en recouvrement</i>	<i>Montant total versé en 2020</i>	<i>Montant total versé</i>	<i>Arriérés</i>
1	Algérie	80 000	2 480 000	0	0	2 480 000
2	Angola	32 000	992 000	0	896 000	96 000
3	Bénin	15 000	465 000	0	450 414	14 586
4	Botswana	24 000	744 000	0	0	744 000
5	Burkina Faso	15 000	465 000	15 000	465 000	0
6	Burundi	15 000	465 000	0	60 000	405 000
7	Cameroun	24 000	744 000	0	603 064	140 936
8	Cabo Verde	10 000	310 000	0	0	310 000
9	République centrafricaine	15 000	465 000	0	16 761	448 239
10	Tchad	15 000	465 000	0	88 851	376 149
11	Comores	10 000	310 000	0	0	310 000
12	Congo	15 000	465 000	0	455 869	9 131
13	République démocratique du Congo	32 000	992 000	0	0	992 000
14	Côte d'Ivoire	32 000	992 000	0	960 768	31 232
15	Djibouti	15 000	465 000	0	0	465 000
16	Égypte	80 000	2 480 000	80 000	2 480 000	0
17	Erythrée	15 000	390 000	0	0	390 000
18	Ethiopie	32 000	992 000	0	40 580	951 420
19	Guinée équatoriale	10 000	310 000	0	260 000	50 000
20	Gabon	20 000	620 000	0	40 000	580 000
21	Gambie	10 000	310 000	95 582	204 081	105 919
22	Ghana	32 000	992 000	67 462	954 599	37 401
23	Guinée-Bissau	10 000	310 000	0	30 000	280 000
24	Guinée	20 000	620 000	0	160 000	460 000
25	Kenya	32 000	992 000	0	992 000	0
26	Lesotho	15 000	465 000	0	435 000	30 000
27	Libéria	15 000	465 000	0	30 000	435 000
28	Libye	80 000	2 480 000	154 561	988 734	1 491 266
29	Madagascar	20 000	620 000	0	547 040	72 960
30	Malawi	15 000	465 000	0	405 000	60 000
31	Mali	15 000	465 000	0	432 919	32 081
32	Mauritanie	10 000	310 000	0	30 000	280 000

33	Maurice	15 000	465 000	0	0	465 000
34	Maroc	32 000	992 000	242 557	786 412	205 588
35	Mozambique	32 000	992 000	0	340 943	651 057
36	Namibie	24 000	696 000	0	672 000	24 000
37	Niger	15 000	465 000	0	9 975	455 025
38	Nigéria	80 000	2 480 000	0	2 290 331	189 669
39	Rwanda	15 000	465 000	0	180 000	285 000
40	Sao Tomé-et-Principe	10 000	310 000	0	10 000	300 000
41	Sénégal	24 000	744 000	0	719 480	24 520
42	Seychelles	10 000	310 000	0	300 000	10 000
43	Sierra Leone	20 000	620 000	0	620 000	0
44	Somalie	10 000	310 000	0	0	310 000
45	Afrique du Sud	80 000	2 080 000	160 000	720 000	1 360 000
46	Soudan	32 000	992 000	0	864 000	128 000
47	Eswatini	20 000	620 000	28 770	568 770	51 230
48	République-Unie de Tanzanie	24 000	744 000	0	602 846	141 154
49	Togo	15 000	465 000	0	450 000	15 000
50	Tunisie	24 000	744 000	0	396 557	347 443
51	Ouganda	24 000	744 000	0	692 971	51 029
52	Zambie	32 000	992 000	0	832 529	159 471
53	Zimbabwe	40 000	1 240 000	0	494 925	745 075
	Total	1 358 000	41 575 000	843 931	23 578 419	17 996 581